

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE**

Zone Industrielle - Site 1  
BP27  
CONTRISSON  
55800 Contrisson

Références : D3 i 2024 489  
Code AIOT : 0005701472

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE implanté 15 RUE EMILE DRUART 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE
- 15 RUE EMILE DRUART 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION FRANCE (AMCF) est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 1994 pour les activités de laminage à froid de tôles.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3  | Rejet des eaux industrielles              | Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.9  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 4  | Rejet des eaux industrielles              | Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.10 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Rejet des eaux industrielles              | Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.10 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 6  | Vérification périodique des installations | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13     | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|---|---|---|--------------------------|
| 1  | Confinement des eaux incendie – dimensionnement     | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription   | Levée de mise en demeure |
| 2  | Confinement des eaux incendie – organes de commande | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription   | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un premier temps, la visite a permis de faire un bilan d'avancement sur les points de contrôle dont l'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure en 2023. Suite à la visite, il est proposé de lever la mise en demeure.

Dans un deuxième temps, la visite a permis de faire un point avec l'exploitant sur son programme d'auto-surveillance des eaux. Notamment, des erreurs ont été constatées sur le paramétrage de la Gestion Informatisée des Données d'Auto-Surveillance Fréquente (GIDAF) et l'absence partielle de saisie de la part de l'exploitant. Post-visite, le paramétrage a été revu, ce qui permettra à l'exploitant de remonter ses données dans les meilleures conditions.

Enfin, le traitement de surface est une composante importante de l'activité du site. L'exploitant a été interrogé sur la réalisation des vérifications périodiques. Des éléments ont été apportés par l'exploitant mais il lui reste des justificatifs à transmettre ultérieurement à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2024</li> </ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la barrière située au niveau de la porte 34 du hall 15 avait la longueur suffisante pour retenir les eaux susceptibles d'être polluées. Cependant, le muret</p>  |

|   |
|---|
| <p>relié à la barrière était cassé, ce qui rendait le système de rétention inefficace. En date du 21/06/2024, l'exploitant a transmis une photographie montrant que le muret a été réparé. Le système de rétention peut donc être considéré comme conforme aux prescriptions en vigueur.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure sur ce point de contrôle.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

**N° 2 : Confinement des eaux incendie – organes de commande**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2024</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Pendant la visite, il a été présenté la liste des systèmes manuels de rétention avec le logigramme associé décrivant la conduite à tenir en cas de situation d'urgence sur le site. Les échanges ont permis à l'inspection de comprendre que l'exploitant s'appuie sur le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour déployer les systèmes manuels de rétention pendant leur intervention, dans le cadre d'une situation d'urgence.</p> <p>D'après l'exploitant, un exercice incendie est prévu le 12 juillet 2024 avec le SDIS. Celui-ci permettra d'expérimenter l'évacuation du site et la mise en place des systèmes manuels de rétention.</p> <p>Depuis la précédente visite, l'exploitant a défini une organisation permettant la mise en place des systèmes manuels de rétention en toutes circonstances (jours ouvrés, nuits et week-end), ce qui n'avait pas été pris en compte au départ. Après exercice, le SDIS a indiqué à l'exploitant qu'il sera en mesure de venir compléter la mise en place des systèmes manuels de rétention en cas de nécessité.</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'urgence soumis à validation au SDIS. Il devra transmettre la version finalisée et approuvée par le SDIS à l'inspection.</p> <p>L'inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| <p>L'exploitant s'attachera à transmettre la version finalisée et approuvée par le SDIS du plan d'urgence à l'inspection sous un délai de 6 mois.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure   |

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.9  |  |  |  |
|---|--|--|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux industrielles  |  |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu de respecter, en sortie de la station d'épuration, avant rejet dans le milieu récepteur considéré (réseau pluvial puis Vesle), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° B (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)  |  |  |  |
| Paramètre   | Concentration maximale (mg/l)<br>Sur un prélèvement journalier | Concentration moyenne journalière (mg/l) (moyenne sur le mois) | Flux moyen journalier (kg/j)<br>(moyenne sur le mois) <sup>2</sup> |
| MEST  | 20   | 11   | 2  |
| DCO   | 150  | 100  | 13   |
| Fer   | 5  | 1  | 0,15   |
| Phosphore total PT  | 2  | 1  | 0,1  |
| hydrocarbures   | 5  |  | 0,5  |
| chlorures   | 3000   | 2000   | 300  |
| 1 : concentration moyenne journalière : flux moyen journalier/ débit moyen journalier<br>2 : flux moyen journalier : moyenne arithmétique des flux journaliers calculée sur un mois   |  |  |  |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de la visite, il a été présenté le plan des réseaux du site.<br><br>Il a été constaté la présence d'erreurs sur GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-Surveillance Fréquente) sur les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) que l'exploitant est tenu de respecter en sortie de la station d'épuration pour ses eaux industrielles. GIDAF fixe une valeur à 150 m³/j contre 200 m³/j prescrit dans son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation. En amont de la visite, l'inspection avait identifié 4 dépassements sur l'année 2023:<br>- Avril : 188 m³/j<br>- Juin : 191 m³/j<br>- Juillet : 160 m³/j<br>- Septembre : 151 m³/j<br><br>Les valeurs ne dépassent pas 200 m³/j.<br><br>Compte-tenu des erreurs identifiées et après vérification par sondage, l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée. Post-visite, les erreurs ont été corrigées sur GIDAF. Par l'inspection.<br><br>Autre point, l'exploitant a déclaré avoir fait une demande de modification GIDAF pour des valeurs sur juin 2023 (suite à un oubli dans la déclaration initiale) mais explique que celle-ci reste en suspens. Ce point a été invalidé par l'inspection suite à la visite. L'exploitant veillera à dûment compléter les éléments manquants.<br><br>A titre d'information, l'exploitant a manifesté sa volonté de changer prochainement d'osmoseur afin d'avoir un meilleur rendement. |  |  |  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant s'attachera à dûment compléter les éléments manquants sur GIDAF, notamment les résultats d'analyses des eaux industrielles de juin 2023 dans un délai de 1 mois.   |  |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |  |  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |  |  |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |  |  |  |

**N° 4 : Rejet des eaux industrielles**

|  |  |
|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.10  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux industrielles   |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.<br><br>Les effluents de rinçage de l'unité de traitement d'eau du laminoir (unité d'osmose inverse) doivent respecter avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales les valeurs limites suivantes<br>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° C (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :   |  |
| Paramètre  | Concentration moyenne journalière (mg/l) |
| DCO  | 300                                      |
| MES  | 100                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>En amont de la visite, l'inspection a constaté l'absence de paramétrage et de saisie pour les effluents de rinçage sur GIDAF. Cette absence de paramètres implique l'absence de VLE (renseignés par les services de l'État) et l'absence de saisie des valeurs d'auto-surveillance (fait par l'exploitant).<br><br>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté les résultats d'analyse des effluents de rinçage pour l'année 2023 et début 2024. Par sondage, l'inspection ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.<br><br>Suite à la visite, l'ensemble du paramétrage GIDAF a été révisé pour être conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur. L'exploitant veilla à dûment compléter les éléments manquants pour les 4 dernières années lors de la prochaine saisie trimestrielle. |  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant s'attachera à dûment compléter les éléments manquants sur GIDAF, pour les 4 dernières années dans un délai de 1 mois.   |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |  |

**N° 5 : Rejet des eaux industrielles**

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.10  |  |  |     |     |     |     |                      |   |
|--|--|--|-----|-----|-----|-----|----------------------|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE eaux lavage  |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les effluents du lavage des pièces de maintenance doivent respecter avant rejet dans le réseau d'eaux usées les valeurs limites suivantes :<br>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° D (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :  |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>600</td></tr><tr><td>DCO</td><td>800</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr></tbody></table>   | Paramètre                                | Concentration moyenne journalière (mg/l) | MES | 600 | DCO | 800 | Hydrocarbures totaux | 5 |
| Paramètre  | Concentration moyenne journalière (mg/l) |  |     |     |     |     |                      |   |
| MES  | 600                                      |  |     |     |     |     |                      |   |
| DCO  | 800                                      |  |     |     |     |     |                      |   |
| Hydrocarbures totaux   | 5  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté le respect des VLE des eaux de lavage pour l'année 2023. Cependant, les VLE mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation étaient absentes dans le cadre de GIDAF. Suite à la visite, l'inspection a modifié le cadre GIDAF.<br><br>Le jour de la visite, les analyses pour l'année 2024 n'avaient pas encore été réalisées. |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre dans un délai de 1 mois, les résultats d'analyses du mois de juin 2024.   |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |  |  |     |     |     |     |                      |   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |  |  |     |     |     |     |                      |   |

**N° 6 : Vérification périodique des installations**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification périodique des installations   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.<br><br>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.[...]<br><br>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]<br><br>Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;</li><li>- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;</li><li>- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;</li></ul> |

|  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;</li> <li>- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16.</li> </ul>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant sur la réalisation ou non de vérifications périodiques sur les bacs de traitement de surface et les cuves de stockage de produits chimiques. De même, il a été interrogé sur la procédure interne en cas de déversement d'un produit chimique.</p> <p>En réponse, l'exploitant a donné les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bacs de traitement ont été vérifiés en 2023 par un prestataire. L'inspection a pu consulter le rapport et n'a pas de commentaire ;</li> <li>- Un contrôle réalisé par un prestataire serait prévu prochainement pour les cuves de stockage ;</li> <li>- Une vérification visuelle des cuves serait réalisée régulièrement en interne puis formalisée ;</li> <li>- Il existe une procédure en cas de déversement accidentel d'un produit chimique. L'inspection a pu consulter le document et n'a pas de commentaire.</li> </ul> <p>Au cours de la visite terrain, l'inspection a procédé à l'interrogation d'un salarié pour évaluer sa connaissance de la présente procédure. Il a été constaté une méconnaissance partielle du document.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Justification formalisée des vérifications visuelles des cuves réalisées en interne</li> <li>- Justification de sensibilisation du personnel à la procédure en cas de déversement accidentel</li> </ul> <p>L'exploitant veillera également à transmettre dès réception, le rapport de contrôle des cuves de stockage réalisé par le prestataire.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |